

Maître d'Ouvrage

Etat - Ministère de la Justice

Secrétariat Général – Délégation Interrégionale Grand-Est représentée par
Madame la Cheffe du Département de l'Immobilier de Nancy

Immeuble

Palais de Justice de METZ

3 rue Haute Pierre 57 000 Metz

Opération – TF

Mise en accessibilité

TF n° 050421

Programme de l'opération

Avril 2025



Préambule

Le présent programme est établi par la maîtrise d'ouvrage (Art L2421-2 du code de la commande publique)

C'est une pièce contractuelle entre le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, il ne peut être modifié sans un accord écrit des parties.

Le présent document définit le niveau minimal de qualité exigé par le maître d'ouvrage. Il ne doit pas constituer un obstacle à la liberté de choix de solutions techniques par le concepteur.

A cet effet, et dans la mesure du possible, il a été rédigé sous forme d'exigence. Lorsque pour nécessité technique ou pour simplicité de formulation, la rédaction de ce document, préfigure une solution, il est explicitement convenu que le Maître d'œuvre peut, au stade des études de conception, proposer toute autre solution offrant le même niveau de qualité à l'approbation du maître d'ouvrage.

Il doit permettre au Maître d'œuvre de proposer une solution architecturale, technique et fonctionnelle aux objectifs fixés par le maître d'ouvrage.

Il débute par une présentation de l'opération : ses divers intervenants, sa nature.

Il décrit le bâtiment sur lequel les travaux doivent être réalisés.

Il recense les besoins auxquels les travaux doivent satisfaire.

Enfin il indique les différentes contraintes et exigences que le Maître d'œuvre doit prendre en compte.

Table des matières

I.	Présentation de l'opération.....	4
A.	Les intervenants	4
B.	Nature de l'opération	5
II.	Présentation du bâtiment	5
III.	Les besoins	7
A.	Constat général	7
B.	Objectifs de l'opération.....	7
C.	Accessibilité :	8
1.	Etats des lieux.....	8
2.	Les zones non accessibles aux publics.....	9
3.	Les zones accessibles aux publics	9
4.	Les actions à mener	16
5.	Liste non limitative des travaux préconisés dans le diagnostic accessibilité	17
IV.	Les Contraintes et exigences	18
A.	Contraintes Réglementaires.....	18
B.	Planning prévisionnel de réalisation	19
C.	Travaux en site occupé.....	19
D.	Exigences liées à l'insertion de clauses environnementales :	20
E.	Exigences financières.....	20
V.	Annexes	21

I. Présentation de l'opération

A. Les intervenants

La maîtrise d'ouvrage

Maître d'ouvrage, Ministère de la Justice
Pouvoir adjudicateur : Secrétariat général – Délégation Interrégionale Grand-Est -
Département de l'Immobilier de Nancy

Représentant du Madame VINEL Isabelle
pouvoir adjudicateur Cheffe du Département Immobilier de Nancy
accompagnée de Madame TITE Murielle,
Cheffe de Projets au Département Immobilier de Nancy

adresse postale :
Ministère de la Justice
Direction Interrégionale du Secrétariat Général Grand-Est
Département de l'immobilier de Nancy
20 boulevard de la Mothe
CS 70005
54002 NANCY CEDEX

Le Maître d'ouvrage a la charge de définir les besoins et de les faire réaliser en respectant les réglementations en vigueur et de respecter l'enveloppe financière prévisionnelle fixée.

Chef d'établissement Monsieur MACKOWIAK, Premier Président de la cour d'appel de Metz, chef d'établissement au sens de la réglementation incendie.

Représentant des - Monsieur MACKOWIAK, Premier Président de la cour d'appel de
utilisateurs Metz,
- Monsieur PERAIN, Procureur Général de la cour d'appel de Colmar
- Monsieur JANEIRO, magistrat délégué à l'équipement à la cour d'appel de Metz,
- Mme LE GALL, Directrice - responsable de site,
- Madame AUBATERRE, directrice de greffe du Tribunal Judiciaire
- Monsieur FELICIJAN, Assistant de prévention - concierge de l'établissement,

Ils sont associés au Maître d'Ouvrage pour la mise au point du programme, mais n'ont pas de pouvoir décisionnel au niveau du déroulement de l'opération.

Les autres intervenants

- Maître d'œuvre : Il est l'unique responsable de la conception, des études et du contrôle d'exécution des ouvrages du projet conforme au présent programme.
- Contrôleur technique : Il a la tâche de contrôler, pour le compte du maître d'ouvrage, le projet tant en phase études qu'en phase travaux, conformément au titre II de la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction.
- Coordonnateur de sécurité : Il a la tâche de contrôler, pour le compte du maître d'ouvrage, l'application de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et du décret d'application du 26 décembre 1994.
- La ou les entreprise : A désigner suivant la forme juridique proposée par le Maître d'ouvrage. Elles devront réaliser les ouvrages définis par les éléments architecturaux et les études d'exécution fournies par le Maître d'œuvre.

B. Nature de l'opération

La présente opération s'inscrit dans le cadre de la mise en accessibilité des Établissements Recevant du Public (ERP). Elle concerne le Palais de Justice situé au 3, Rue Hautepierre 57000 METZ et consiste à réaliser, en une seule tranche, tous les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'établissement au regard des obligations réglementaires relatives à l'accessibilité aux personnes en situation de handicap, de toutes les zones ouvertes au public (mise aux normes des escaliers, largeurs de portes, mise en conformité des cheminements, signalétique ...).

II. Présentation du bâtiment

Le Palais de Justice de Metz, propriété de l'Etat, Ministère de la Justice, est situé 3 rue Haute Pierre. Il a été construit à partir de 1775 par l'architecte Clerisseau.
1791 Transformations pour l'affectation en tribunal civil par BLANCHEVILLE.
1914 Transformation des ailes côté esplanade et jardin : modifications des toitures et réaménagement des salles de séances.

L'édifice est composé de quatre ailes organisées autour d'une cour intérieure : corps de bâtiment principal (aile B), flanqué de deux ailes en retour d'équerre (ailes A et C), de même hauteur, reliées en leurs extrémités par une aile de raccordement plus basse, accueillant le porche de l'entrée principale. L'accès du public au bâtiment se fait en partie centrale de l'aile B, après franchissement d'un perron.

Suivant les ailes, il compte jusqu'à 7 niveaux, compris cave et combles, et totalise environ 22 000 m² de surface hors œuvre brute. En termes de sécurité incendie, il est classé en deuxième catégorie de type W (administrations, banques, bureaux) et L (salles à usage d'audition, de conférences, de réunions...).



Bâtiment en U

← Façade Entrée principale / porche

Trois ailes hors façade du porche :

gauche (A), centre (B) et droite (C)

Aile gauche : 7 niveaux ; Aile droite : 6 niveaux (pas de s-sol) et Aile centre : 6 niveaux (pas de 1^{er} étage)

Façades côté ailes A et B



Protection patrimoniale :

En termes de protection patrimonial, plusieurs éléments du bâtiment sont classés au titre des monuments historiques :

- Les façades, la cour intérieure et le grand escalier du bâtiment par arrêté du 4 Avril 1921.
- Les deux vestibules précédant le grand escalier par arrêté du 14 juin 1929.

De plus, la totalité du bâtiment est située à l'intérieur du secteur sauvegardé de la ville de Metz ou tous les travaux sont soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.

Diagnostics bâtimentaires réalisés :

Un diagnostic d'accessibilité des personnes handicapées a été réalisé en août 2024. Il est joint au présent programme, **annexe 1**.

Un pré-rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante, avant réalisation de travaux, a été réalisé en 2022, pour chaque niveau du bâtiment. Les conclusions sont les suivantes :

- Au sous-sol : 2 repérages amiante sur des conduits ;
- Au RDC, R+1, R+2 et R+4 : absence d'amiante ;
- A l'entresol : des traces de contaminations par de l'amiante ont été détectées sur les parois verticales d'un local technique ;
- Au R+3 : parois verticales un local – aile B.

Un diagnostic plomb avant travaux a été réalisé en 2022 et mentionne la présence de peintures contenant du plomb dans le bâtiment avec des mesures au-dessus de 1 mg/cm². La localisation des éléments plombés est erratique.

Il est à noter que certaines unités de diagnostics n'ont pas pu être mesurées au RDC. Il s'agit des plafonds situés à plus de 3 mètres de hauteur.

Des diagnostics amiante et plomb complémentaires pourront être réalisés à la demande du maître d'œuvre lors des premières phases d'études.

Nota : Dans un souci de sûreté, les plans complets au format DWG et PDF (annexes 4), les diagnostics amiante (annexe 2) et plomb (annexe 3) ne seront transmis qu'au maître d'œuvre retenu.

III. Les besoins

A. Constat général

Une étude diagnostic de mise en accessibilité a été réalisé en août 2024 par la société Bureau Véritas. Cette étude est jointe au présent programme en annexe 1. **L'état actuel d'accessibilité est estimée à 32%, il devra être de 100% à l'issue de cette opération.** L'étude fait état de constats et de propositions d'actions. Ces propositions ne sont en aucun cas entérinées. Elles ont permis au maître d'ouvrage de vérifier la faisabilité technique et d'estimer l'enveloppe financière à prévoir. Le maître d'œuvre complètera le diagnostic si nécessaire et pourra faire d'autres propositions pour parvenir au résultat exigé : obtenir, de la part du contrôleur technique, une attestation d'accessibilité sur l'ensemble des parties accessibles au public.

B. Objectifs de l'opération

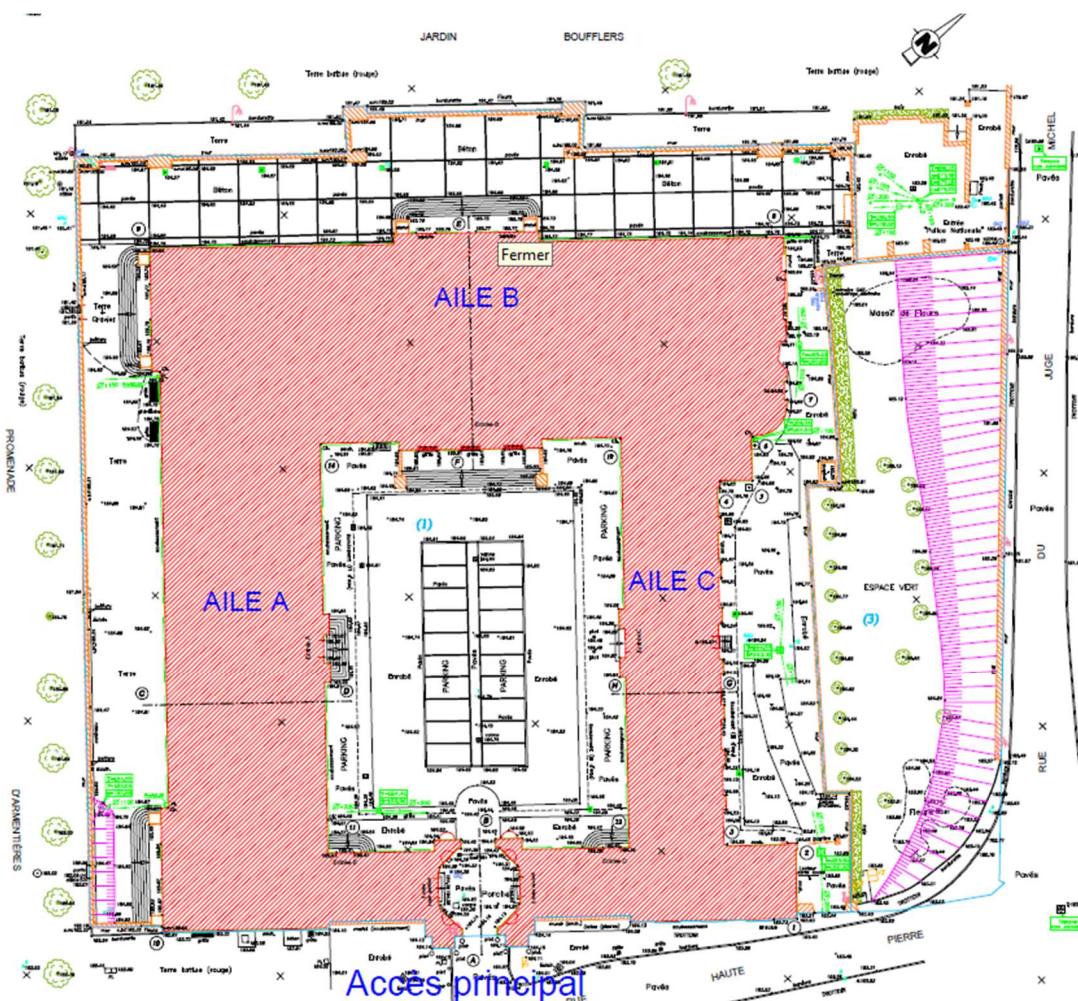
Cet établissement est inscrit aux Ad'ap, la présente opération vise à rendre l'établissement accessibles à tout public. Une attestation de mise en accessibilité de

l'ensemble de l'établissement devra être fournie en fin de chantier pour retirer cet établissement de la liste des bâtiments inscrits dans l'Adap.

C. Accessibilité :

Cette mise aux normes, dans le cadre de l'obligation de mise en accessibilité des ERP existants pour leurs parties ouvertes au public, s'inscrit dans le respect des articles L111-7-3, R 111-19-7 à 11 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié le 28 avril 2017.

1. Etats des lieux



Le parking est réservé aux personnels.

Les différents accès à l'établissement (entrées A, B et C) se font par des escaliers, rampes, élévateur du côté du grand escalier central. Une porte permet au public d'accéder à la salle Verlaine directement depuis l'extérieur. Il s'agit du seul accès pour le public, accessible aux PMR.

Une fois dans l'établissement, les 3 ascenseurs existants (1 pour le public et 2 sécurisés pour un public spécifique accompagné) ne permettent pas l'accessibilité aux personnes en fauteuil roulant.

De nombreux escaliers permettent d'accéder aux différents étages du bâtiment.

2. Les zones non accessibles aux publics

Les zones qui seront non accessibles au public sont celles mentionnées sur les plans. Il s'agit, partiellement du sous-sol et de l'entresol (R+2/R+3), ainsi que le R+4 (combles).

3. Les zones accessibles aux publics

Le « public » s'entend comme toute personne se rendant librement au palais dans une des juridictions qui y est représentée : cour d'appel, tribunal judiciaire.

Par conséquent, toute personne travaillant dans les services du palais ou toute personne prévenue circulant sous escorte dans le palais ne sera par considérée comme « public ».

Toutes les parties et les niveaux non cités ci-dessus (§2.) doivent être considérés « accessibles au public ».

La salle Verlaine et des locaux attenants situés au sous-sol sont en cours de travaux jusqu'à septembre 2025.

Le schéma ci-dessous repère les différentes zones et équipements du bâtiment.

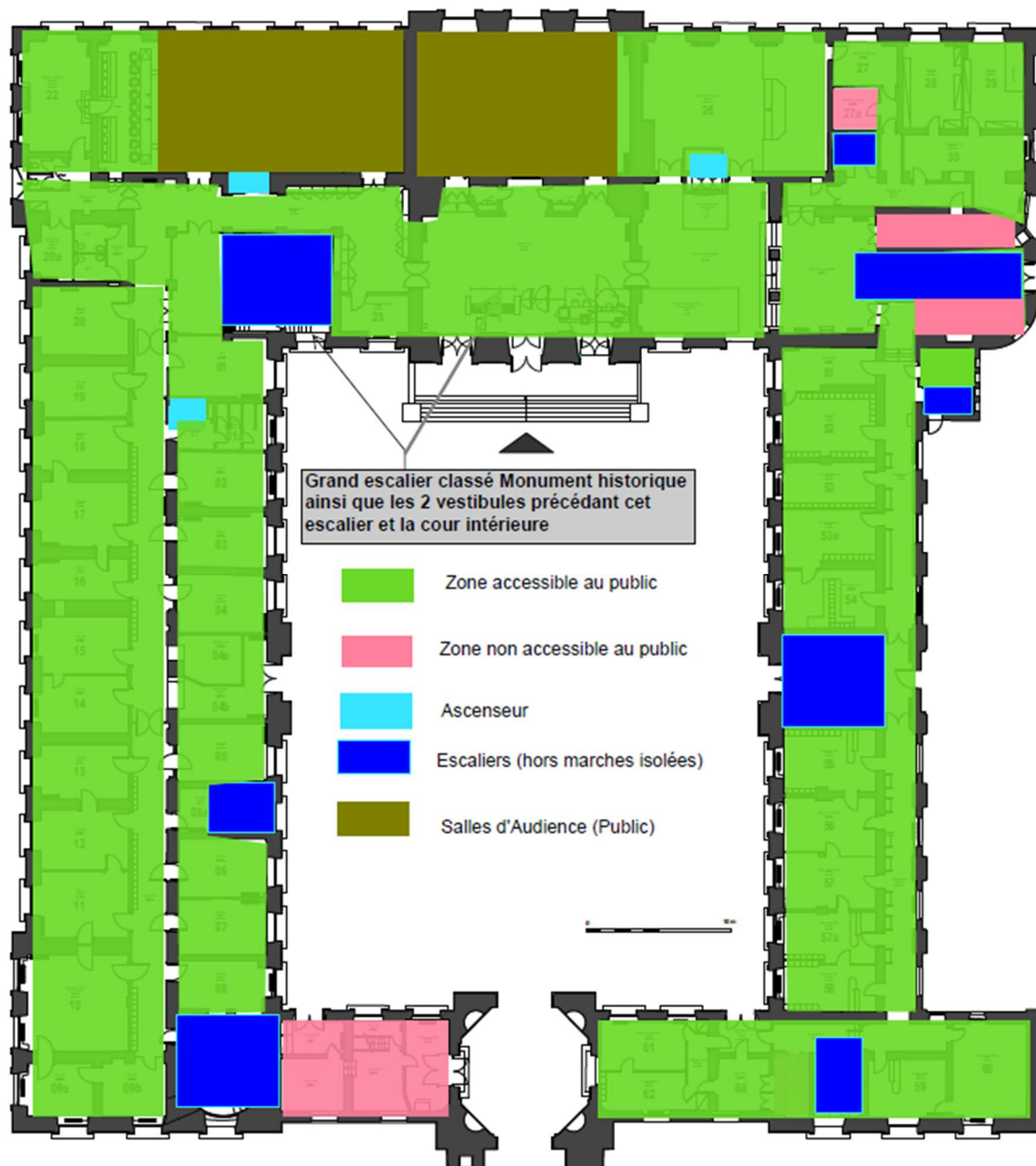
La totalité des niveaux de l'aile B sont de plain-pied avec les niveaux de l'aile A. Au moins un ascenseur accessible PMR devra être implanté idéalement à la jonction entre ces deux ailes.

L'aile C n'étant pas reliée à chaque niveau avec l'aile B et sachant qu'elle reçoit du public dans les étages, un ascenseur 'accessible' PMR devra aussi être créé spécifiquement pour cette aile.

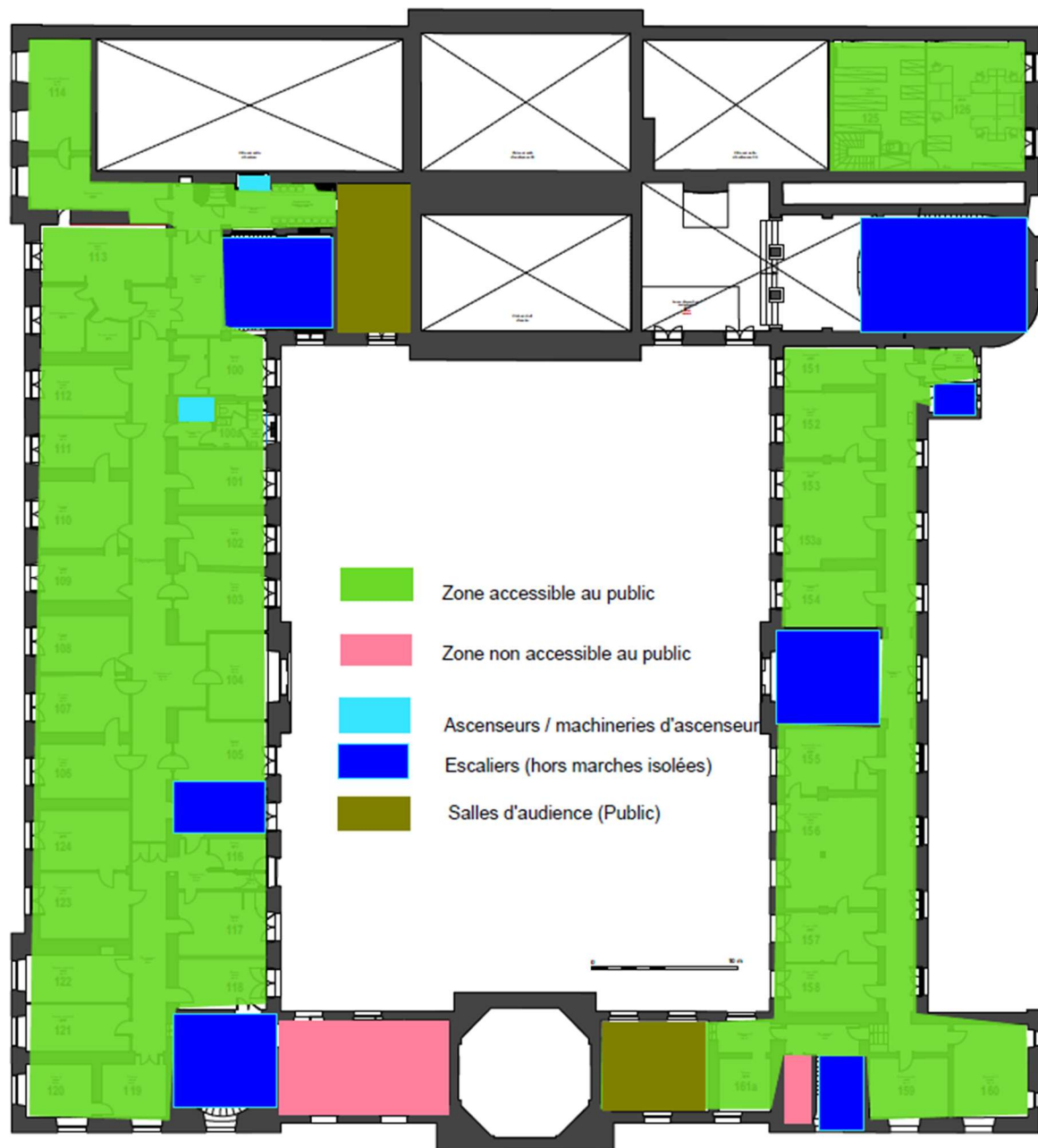
Niveau Sous-sol :



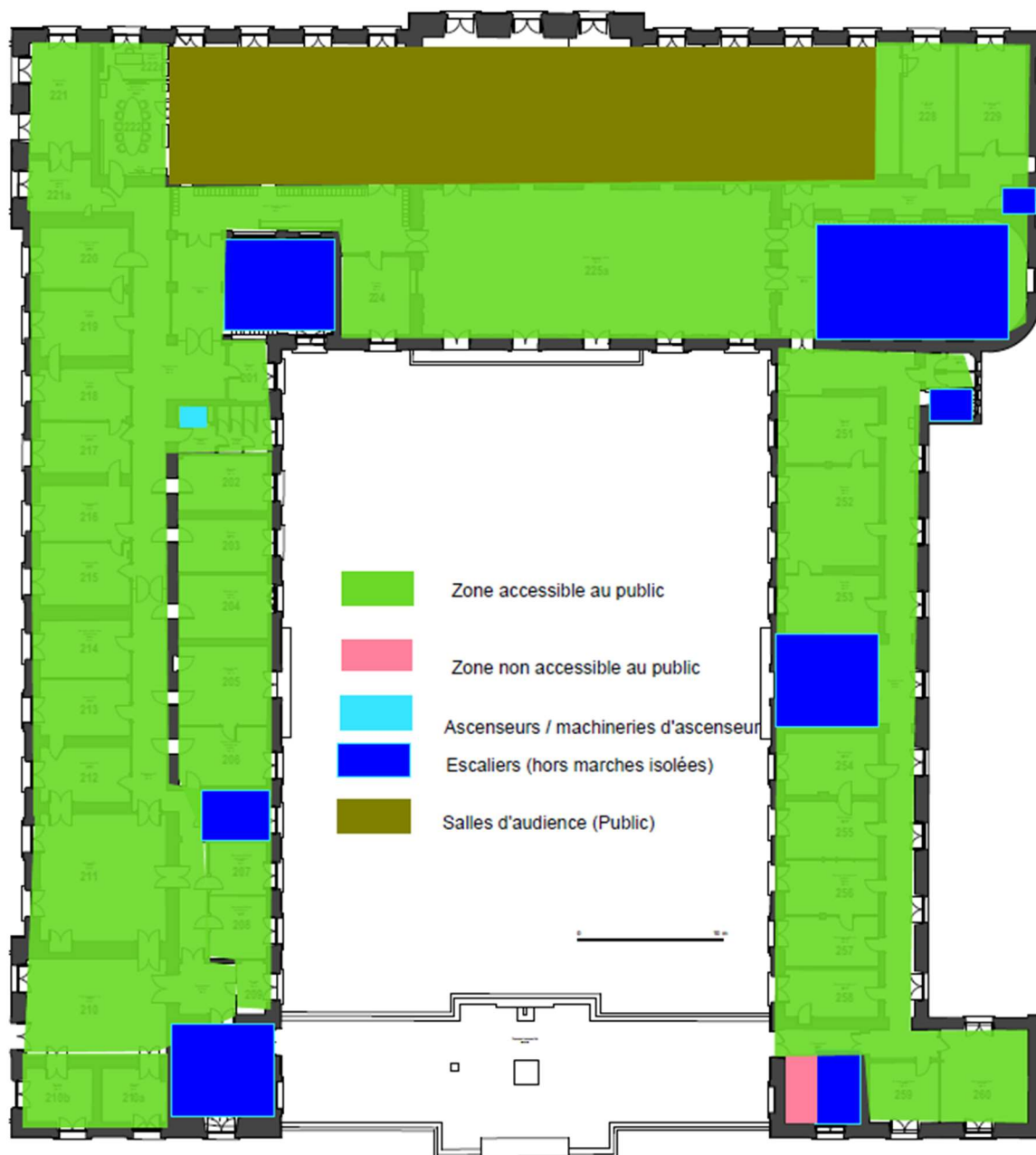
Niveau RDC :



Niveau R+1 :



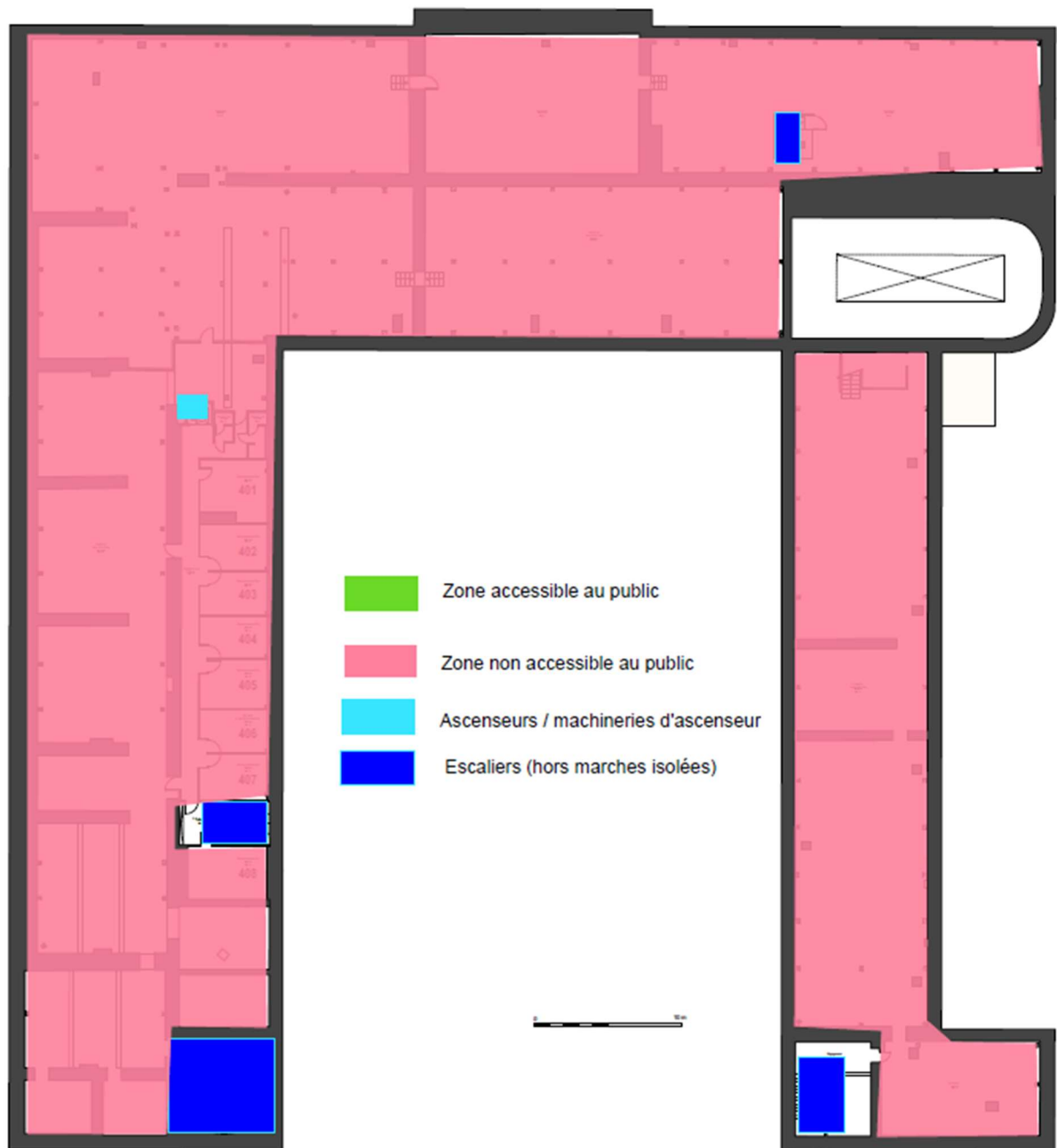
Niveau R+2 :



Niveau R+3 :



Niveau R+4 (combles) :



4. Les actions à mener

Le rapport sur l'accessibilité des personnes en situation de handicap qui a été effectué en août 2024 par le bureau Veritas fait un état des lieux du site et propose des actions à mener. Des fiches de constats mettent en évidence des écarts par rapport à la réglementation et des propositions de solutions sont décrites pour permettre d'atteindre un meilleur niveau d'accessibilité.

Les différentes thématiques suivantes sont à traiter :

- Accessibilité extérieure ;
- Accès aux prestations (accueil, publics assis, salles d'audience...) ;
- Accès aux équipements (cabines, caisses, commandes...) ;
- Circulations horizontales ;
- Circulations verticales ;
- Aménagements ;
- Signalétique ;
- Transports mécaniques ;
- Demande de dérogation.

Le maître d'œuvre devra donc étudier et proposer tous les aménagements nécessaires pour rendre toutes les zones accessibles au public conformément aux textes réglementaires avec, si nécessaire, les demandes de dérogations à mettre en œuvre et les mesures de substitution envisagées. Les aménagements seront soumis à l'avis des ABF et de la DRAC si besoin. Le maître d'œuvre optera pour un dispositif esthétique en accord avec les utilisateurs.

À l'issue des travaux, le bâtiment devra être déclaré aux normes d'accessibilité : le maître d'œuvre devra respecter cette obligation de résultat, qui lui est assignée dans son marché. Il devra obtenir en fin d'opération l'attestation Hand, sans aucune réserve, délivrée par le bureau de contrôle missionné pour cette opération.

5. Liste non limitative des travaux préconisés dans le diagnostic accessibilité

Cheminements extérieurs	- Repérage des cheminements et des éléments structurants extérieurs avec mise aux normes des cheminements.
Accès	- Création de rampes d'accès.
Accueil	- Accessibilité de la banque d'accueil.
Circulations intérieures horizontales	- Création de rampes pour supprimer les marches sur les cheminements ; - Atténuation des pentes au droit des seuils et ressauts ; - Suppression des obstacles ; - Création d'espaces de manœuvre ; - Elargissement de largeur de circulation.
Escaliers	- Mise en œuvre de nez de marches visuellement contrastés, contremarches 1 ^{ère} et dernières ; - Mise en œuvre de bandes de vigilance ; - Mise en place de main-courantes.

Ascenseurs	<ul style="list-style-type: none"> - Création de 4 ascenseurs (2 R+2, 1 R+3 et 1 R+4). Les 3 ascenseurs existants sont non conformes PMR ; - Création de 5 élévateurs pour personnes à mobilité réduite sans création de Trémie.
Revêtements de sols, murs et plafonds	<ul style="list-style-type: none"> - Pose d'éléments suspendus pour améliorer la qualité acoustique des revêtements.
Portes, portiques et SAS	<ul style="list-style-type: none"> - Dégager les espaces devant les portes avec réaménagement si besoin ; - Créer des espaces de manoeuvre conformes ; - Remplacement des blocs-portes dont largeurs non conformes ; - Signalisation des portes vitrées.
Équipements et dispositifs de commande	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture de boucle magnétique au guichet pour malentendants ; - Aménagement de mobiliers pour accessibilité PMR ; - Déplacement de dispositifs de commande avec position non conforme.
Sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de pictogrammes adaptés PMR ; - Aménagements existants et créations de sanitaires PMR ; - Repositionnement ou installation d'appareils et équipements.
Éclairage	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'éclairage à l'extérieur, dans les circulations, les escaliers et poste d'accueil.

Ces travaux sont inclus dans l'enveloppe financière indiquée ci-après.

IV. Les Contraintes et exigences

A. Contraintes Réglementaires

Le bâtiment est classé en ERP de 2^e catégorie avec activité de type W (salle d'audience, de réunions, administration, bureaux) au titre de la réglementation relative aux Établissements Recevant du Public (ERP).

L'élaboration du projet de travaux se fera dans le respect des règlements en vigueur, notamment :

- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation notamment ses articles relatifs à l'accessibilité,
- L'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité,
- Le règlement de sécurité contre l'incendie dans les ERP,
- Le Code de la Santé Publique et plus particulièrement le règlement Sanitaire Départemental,
- Le Code de la Commande Publique, ainsi que les Cahiers des clauses Administratives

Générales Travaux et prestations intellectuelles,

- Les Normes françaises électriques, notamment NF C 15-100,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G),
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- Le Répertoire des Éléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F),
- Les Normes françaises AFNOR,
- Les Règles professionnelles et avis techniques du CSTB.

Des diagnostics complémentaires 'Amiante' et 'plomb' seront réalisés suivant les prescriptions du maître d'œuvre en phase des « études d'avant-projet ».

Le maître d'œuvre devra prévoir toutes les dispositions pour assurer la sécurité sanitaire des travaux que ce soit pour les entreprises intervenantes mais aussi pour les personnels du tribunal.

Plans

En fin d'opération, les plans de la cour d'appel seront mis à jour et/ou complétés. Le plan masse de la parcelle, de façades et par niveaux seront produits au format .dwg et pdf et seront complétés par un calcul des surfaces (SUN, SUB, SDP, SHON, SHOB) présenté sous la forme d'un tableau récapitulatif dont le format et la charte graphique à respecter seront fournis.

B. Planning prévisionnel de réalisation

Sélection et notification du maître d'œuvre	Juin-juillet 2025
Études maîtrise d'œuvre	Juillet 2025 à Février 2026
Instruction des autorisations de travaux	Mars 2026 à Juin 2026
Lancement de la consultation des entreprises	Juin 2026
Notification des marchés de travaux	Septembre 2026
Démarrage des travaux	Novembre 2026
Durée des travaux	10 à 14 mois

C. Travaux en site occupé

Les travaux auront lieu en site occupé. Ils devront être organisés de façon à maintenir l'activité, sans désagrément ni discontinuité. Les travaux à fortes nuisances, tels que la création de trémies, seront programmés en horaires et/ou jours décalés. Il est

important de rappeler que la cour d'appel et le tribunal judiciaire continueront de fonctionner normalement pendant toute la durée du chantier.

Les déchets de chantier devront faire l'objet d'une attention toute particulière afin d'éviter les accidents, limiter les poussières, en évacuant et en nettoyant au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le chantier devra être organisé de manière à ce que l'accès et l'évacuation sécurisés du personnel, du public et des escortes puissent être assurés en permanence durant les horaires d'ouverture de l'établissement.

D. Exigences liées à l'insertion de clauses environnementales :

Dans le cadre des directives du plan national d'achats durables (PNAD) 2022-2025, le ministère de la justice a décidé de prendre en compte cet enjeu par le biais d'obligations dans les contrats travaux ou/et comme critères de jugement des offres.

Pour cela il est demandé au maître d'œuvre des propositions chiffrées concrètes en la matière et notamment pour :

- o Recycler et valoriser des déchets de chantier (démolitions diverses, câbles cuivre...);
- o Utiliser des matériaux avec une proportion significative de matériaux recyclés ;
- o Utiliser des produits dont la composition est plus écologique, moins polluants, non toxiques : exemple pour les peintures : réduire les composés organiques volatils (COV), recours à une technologie de chaîne de peinture à l'eau sans solvant ;
- o Utiliser de label durable : Le label FSC pour le bois par exemple.

E. Exigences financières

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux décrits dans le présent programme par le Maître d'Ouvrage est de 1 250 000, 00 € HT (valeur avril 2025 – index BT 01).

Ce montant inclut les prestations prévues au programme ainsi que les installations nécessaires pour la réalisation des travaux (installations de chantier, dispositifs de protection et sécurisation, signalisation...).

V. Annexes

Annexe 1 : Rapport d'accessibilité bureaux Veritas Août 2024

Les documents suivants seront fournis au MOE retenu :

Annexe 2.1 à 2.7 : Pré-rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux, pour chaque niveau.

Annexe 3.1 à 3.7 : Diagnostics plomb avant travaux pour chaque niveau.

Annexe 4 : Plans du bâtiment, 7 niveaux (format pdf et dwg).